

Fiche rédigée par l'Antenne « Environnement et modes de vie » de Pax Christi - France, pour la Conférence des évêques de France.

1

Disponible en
Livret 2

RELEVER LES DEFIS DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT : UN IMPERATIF POUR LES CHRETIENS

Les impacts de notre consommation énergétique représentent aujourd'hui des défis majeurs : raréfaction des ressources, marées noires, dépendance de pays peu stables pour les importations (pétrole, gaz), pollution urbaine, possibilité d'accident nucléaire, déséquilibre du commerce extérieur, augmentation des prix des énergies, aggravation de la précarité énergétique.

Le changement (ou dérèglement) climatique est certainement l'un des défis les plus importants par suite de son caractère planétaire, de la grande difficulté à le réduire ainsi que de ses conséquences multiples (élévation des températures, montée des eaux, impacts sur l'agriculture, l'habitat, la santé, la biodiversité et surtout aggravation du risque d'évènements climatiques extrêmes dans les pays les plus pauvres).

La menace est d'autant plus sournoise qu'elle n'est pas perceptible, sauf dans quelques pays déjà touchés par la sécheresse ou la montée des eaux. Le dernier rapport du GIEC ne laisse plus de place au scepticisme, malgré les efforts de quelques climato-sceptiques, rares mais médiatisés. Ce rapport invite à un effort colossal de solidarité internationale au moment où chaque pays a plutôt tendance à se replier sur ses propres problèmes et où plusieurs groupes de pays s'opposent sur la coopération nécessaire dans ce domaine.

En France, le modèle énergétique basé sur une énergie électrique peu chère et à faible empreinte carbone est aujourd'hui en partie remis en question : inquiétudes suite aux accidents de Tchernobyl et Fukushima, interrogations sur le coût de la sûreté des centrales, sur celui de leur démantèlement, incertitudes sur le prix futur de l'électricité et la gestion à long terme des déchets nucléaires.

Le projet de « loi de transition énergétique pour la croissance verte » est en cours d'examen par le Parlement. Il comporte des objectifs très ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de consommation d'énergie (en particulier d'énergie fossile), ainsi que d'augmentation des énergies renouvelables avec parallèlement une réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité. Mais il n'est pas sur du tout aujourd'hui que les moyens prévus aujourd'hui soient à la hauteur de ces objectifs.

La France ne peut raisonner de manière isolée. Elle est contrainte par les décisions Européennes et par ses engagements internationaux. La prochaine Conférence Internationale sur le Changement Climatique, la COP21, aura lieu en France fin 2015 et des mesures décisives sont attendues après plusieurs décennies de tergiversations.

Mais le temps n'est plus à un mode de décision technocratique où la politique énergétique était pilotée par un nombre restreint d'acteurs dans les ministères et les grandes compagnies. Sans la pression de la société civile, les décisions risquent d'attendre ou d'être très incomplètes. Sans l'adhésion des citoyens, les politiques sont vouées à l'échec.

La transition énergétique, à travers le développement des énergies renouvelables et la rénovation des bâtiments, est l'un des seuls secteurs où l'on peut créer de manière massive des emplois à court et moyen termes.

C'est donc le bon moment pour que chacun s'interroge sur les moyens de faire face aux deux défis de l'énergie et du climat et sur la contribution qu'il peut personnellement y apporter.

Lutter contre le changement climatique pour transmettre une terre saine à nos enfants est une cause prioritaire à défendre. Evitons d'alourdir la « dette climatique » que nous allons transmettre à nos enfants, en plus de la dette économique.

► Pourquoi les chrétiens doivent-ils s'engager ?

Il est important pour les chrétiens, non seulement de « préserver la nature », mais aussi de « gérer la création » qui est un don de Dieu dans son projet pour l'humanité.

A plusieurs reprises, les Eglises Européennes sont intervenues sur le changement climatique en invitant les gouvernements à « faire preuve d'une générosité courageuse en prenant des mesures énergiques pour atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter »¹. Un groupe d'évêques catholiques dont Marc STENGER, président de Pax Christi France, était présent à la COP20 à Lima en décembre 2014².

Dans l'Encyclique *Caritas in Veritate*, Benoît XVI a affirmé qu'il serait irresponsable de ne pas prendre sérieusement en considération les manifestations croissantes de la crise écologique et a souligné la nécessité morale urgente d'une solidarité nouvelle : « Il est important de reconnaître, parmi les causes de l'actuelle crise écologique, la responsabilité historique des pays industrialisés », ce qui est un des thèmes récurrents des pays pauvres dans les discussions internationales.

Quant au Pape François, il a annoncé la couleur dès sa messe inaugurale en mars 2013 : « Je voudrais demander à tous ceux qui occupent des rôles de responsabilité dans le domaine économique, politique ou social, à tous les hommes et femmes de bonne volonté : nous sommes gardiens de la Création, du dessein de Dieu inscrit dans la nature, gardiens de l'autre, de l'environnement ; ne permettons pas que des signes de destruction et de mort accompagnent la marche de notre monde ! ». Il a récemment confirmé la parution prochaine d'une encyclique sur les questions environnementales.

En effet, au delà des débats techniques et économiques, les défis de l'énergie et du climat soulèvent des problèmes éthiques importants :

- priorité donnée à l'argent et au court terme contre la vie et le long terme,
- difficulté à prendre en compte le long terme en période de crise économique,
- solidarité indispensable entre les pays développés, les pays en voie de développement et les pays émergents, alors que chaque pays ne voit que son intérêt particulier,
- responsabilité à l'égard des plus pauvres et des générations futures,
- démocratie et nécessité de participation des citoyens aux décisions,
- modes de production et de consommation qui ne sont, ni généralisables, ni durables.

Sur ces sujets, la foi chrétienne apporte de nombreux éclairages :

- le « prochain » de l'Évangile qu'il ne faut pas laisser au bord du chemin,
- l'« option préférentielle pour les pauvres » de la Doctrine Sociale de l'Église,
- la notion de « bien commun » qui impose de participer aux débats publics et à la vie politique pour faire prévaloir la justice sociale,
- la nécessité d'une « justice climatique » mise en avant par les Evêques Européens en avril 2012,

1. Lettre commune de la Conférence des Eglises européennes (KEK) et du Conseil des Conférences d'évêques d'Europe (CCEE) à l'approche du sommet des Nations Unies sur le climat de Copenhague en décembre 2009.

2. Voir la déclaration des Evêques catholiques à la COP 20 de Lima

- celle de promouvoir des modes de vie plus sobres sans culpabiliser, d'où la notion évoquée par certains de « sobriété heureuse »,
- la réflexion sur les notions mêmes de « progrès » et de « richesse », aujourd'hui bien éloignées du « développement humain intégral » de Jean-Paul II et Benoît XVI,
- la question de la « finalité » de l'homme, selon les termes d'Ignace de Loyola qui restent d'une grande actualité.

Derrière ces notions qui mériteraient d'être développées dans le cadre d'une « théologie de la création », retenons qu'il faut faire croître en chacun de nous une véritable conscience écologique qui nous incite à agir, malgré la crise économique, auprès de nos élus, de notre entourage, en commençant par donner l'exemple dans nos choix quotidiens.

► Comment lutter efficacement contre le changement climatique ?

Les chrétiens pourraient se sentir impuissants devant les immenses défis à relever. Il importe de comprendre que, pour être efficace, la réduction de la dépendance aux énergies fossiles et la lutte contre le changement climatique passent par trois volets complémentaires.

- Le premier est celui des mesures de politiques économiques, environnementales et sociales. Il ne s'agit pas seulement de fixer des objectifs ambitieux de réduction à long terme car c'est le plus facile. Il faut des mesures opérationnelles et réalistes à court et moyen termes, c'est à dire prenant en compte à la fois les possibilités technologiques, les moyens nécessaires et les coûts correspondants. Or il y a souvent des contradictions qu'il faut gérer : les énergies nouvelles coûtent aujourd'hui plus chères que les énergies fossiles, il faut les développer sans alourdir au delà du nécessaire la facture énergétique des ménages et des entreprises. Il faudra assumer les choix, y compris lorsqu'ils impliquent des coûts ou des contraintes (fiscalité écologique, taxe carbone, réduction de la vitesse sur les routes, par exemple).

- Le second est celui des technologies propres dont on ne parle généralement pas parce qu'elles « vont de soi ». Il est clair que ce n'est que grâce à des véhicules et des bâtiments nettement moins gourmands que l'on pourra réduire les consommations énergétiques, d'où l'importance à la fois de la recherche et de la mise en place de mesures favorisant leur application. La France dispose de compétences et d'atouts considérables dans ces domaines, mais sait souvent moins bien les valoriser pour créer des emplois que d'autres pays. Selon Gaël GIRAUD, la transition énergétique est le pilier sur lequel doit s'appuyer notre politique économique³.

- Le troisième est celui des comportements. On aura beau mieux isoler les bâtiments, si les occupants n'ont pas une réelle volonté de réduire les consommations, les gains techniques peuvent être annihilés par des consommations supplémentaires. Il en est de même pour les modes de transport. Il faut à la fois faire les bons choix, agir dans son logement, dans sa copropriété ou sa ville et changer son mode de vie. Il faut consommer mieux (efficacité énergétique et moindre empreinte carbone) et consommer moins (sobriété). Il faut inciter, donner envie aux autres de le faire.

Ces trois volets sont liés, car il ne saurait y avoir de bonnes technologies et de bonnes politiques sans qu'elles assurent des solutions économiquement viables et sans qu'elles soient reconnues comme telles par le public. Nous avons donc une double responsabilité en tant que citoyen et en tant que consommateur.

3. Gaël Giraud, Illusion financière, Les Editions de l'Atelier, 2013

► Quelle démarche est engagée par la Conférence des évêques de France et Pax Christi France ?

Pax Christi a toujours été un mouvement à la pointe de la réflexion en matière d'environnement. Il a choisi de publier en relation avec la Conférence des évêques de France une série de fiches sous forme de Questions/Réponses notamment sur les thèmes suivants : le changement climatique, les enjeux de la COP21, la loi sur la transition énergétique, les ressources énergétiques, le « mix énergétique » (c'est à dire la répartition des énergies par nature), les bâtiments, les transports (en relation avec l'urbanisme), la gestion des déchets (économie circulaire), l'agriculture, les biocarburants.

Ces documents qui se veulent accessibles au plus grand nombre n'apporteront pas de réponses à toutes les interrogations, mais ils s'efforceront de soulever les principaux enjeux au regard de la foi chrétienne et de donner des pistes de réflexion et d'action.

L'Eglise se doit aussi de donner l'exemple dans des diocèses, des paroisses, des monastères qui peuvent jouer un rôle de pilotes, en attendant des démarches plus globales.

Le dossier se clôturera sur des exemples d'actions concrètes : expériences prometteuses, témoignages de paroisses vertes, de familles sobres, actions de formation, sensibilisation à la simplicité volontaire.

L'objectif est d'apporter aux chrétiens et, pourquoi pas, aux non chrétiens des points de repères pour se situer dans ce grand chantier de la transition énergétique et des idées pour agir.

Au delà de la publication de documents écrits, **il faut que l'année à venir soit l'occasion d'une vraie mobilisation collective**. C'est l'occasion de créer du lien (blogs, sites internet, conférences, colloques), de mobiliser les diocèses, les paroisses et les mouvements d'église. Les chrétiens doivent montrer qu'ils sont capables de dépasser les timidités habituelles et les clivages classiques (entre partisans du et opposants au nucléaire par exemple) au service de cette cause commune.

Cette démarche gagnera à prendre une dimension œcuménique, voire interreligieuse à l'exemple du « jeûne climatique » chaque premier jour du mois qui va durer jusqu'à la Conférence des Parties de décembre 2015

Pour en savoir plus :

- Enjeux et défis écologiques pour l'avenir, Conférence des Evêques de France, avril 2012
- Energie, Justice et Paix. Une réflexion sur l'énergie dans le contexte actuel du développement et de la protection de l'environnement, Conseil pontifical Justice et Paix, 2014.
- <http://www.eglise.catholique.fr>
- <http://www.eglise.catholique.fr/sengager-dans-la-societe/developpement-durable/>
- <http://www.paxchristi.cef.fr> (Rubrique Environnement)
- <http://www.developpement-durable.gouv.fr> (projet de loi)
- <http://www.ecologyandchurches.wordpress.com>
- <http://fastfortheclimate.org/fr>